



Bulletin de
la Fondation
pour la
mémoire de
la Déportation

Sommaire

1

Juillet 1942-Juillet 2012 Il y a 70 ans
le convoi du
6 juillet 1942
partait de
Compiègne
pour Auschwitz

13

Régimes
autoritaires et
montées du
fascisme dans
l'entre-deux-
guerres
(suite et fin)

16

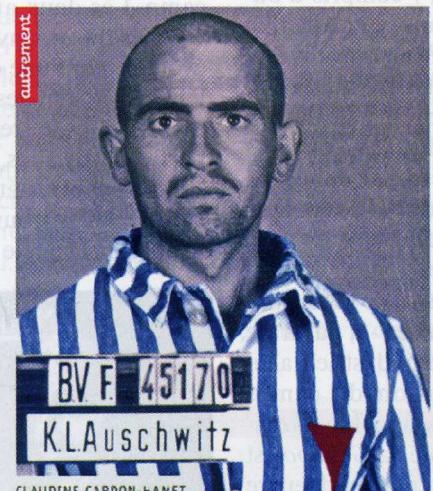
Publications

ÉTABLISSEMENT
RECONNUS
D'UTILITÉ
PUBLIQUE
(décret du
17 octobre 1990)
PLACÉ SOUS
LE HAUT PATRONAGE
DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
30 boulevard des
Invalides 75007 paris
Tél.: 01 47 05 81 50
Fax: 01 47 05 89 50
Site internet
www.fmd.asso.fr

Juillet 1942-Juillet 2012

Il y a 70 ans le convoi du 6 juillet 1942 partait de Compiègne pour Auschwitz

Le convoi du 6 juillet 1942



Triangles rouges à Auschwitz

Le convoi politique du 6 juillet 1942

Triangles rouges à Auschwitz



Un convoi atypique

Le convoi du 6 juillet 1942 est un convoi qui n'a pas d'équivalent dans les déportations de France. Il est exceptionnel à plusieurs titres : par sa date de départ, sa destination, sa composition et son taux de mortalité.

Il se situe dans la première des trois périodes de déportations de répression depuis la France. Entre 1940 et 1943, la déportation de répression occupe une place limitée dans le dispositif répressif de l'occupant (13 % des déportés par mesure de répression). Des résistants sont envoyés, par petits transports d'une à quelques

dizaines de personnes, vers les prisons du Reich, soit pour y purger une peine prononcée par un tribunal militaire allemand à partir de 1940, soit pour y être jugés par un tribunal spécial en application du décret *Nacht und Nebel*, (Nuit et le brouillard)¹. Seuls deux grands convois sont dirigés vers des camps de concentration. Le « train des mineurs » emmène le

1. Signé en décembre 1941 par Keitel, chef de l'état-major de la Wehrmacht. Le sort de ces résistants NN devait rester ignoré de tous (ils devaient disparaître dans la nuit et le brouillard afin de répandre une « terreur dissuasive »).

Partant de cette chronologie des déportations de France au titre de la répression, on constate que le convoi du 6 juillet 1942, précède de plus de 6 mois les débuts de la déportation de masse par mesure de répression.

À Auschwitz, les déportés du convoi du 6 juillet 1942 sont enregistrés entre les numéros 45157 et 46326, d'où leur nom des « 45000 ».

1. Charlotte Delbo, *Le convoi du 24 janvier*.

23 juillet 1941, depuis la Belgique, 244 hommes vers Sachsenhausen, à la suite de la grève suivie en mai et juin 1941 par plus d'un millier de mineurs et d'ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais. Le second est celui du 6 juillet 1942.

À partir de 1943, la déportation de répression devient un phénomène de masse. En plus des petits transports vers les prisons allemandes, de grands convois d'un à deux milliers de déportés prennent la direction des camps de concentration de Buchenwald, Neuengamme, Dachau, Mauthausen, Sachsenhausen, Ravensbrück, Auschwitz, Natzweiler (cités dans l'ordre dégressif du nombre des déportés dirigés vers ces camps depuis la France). Cet essor de la déportation de répression s'explique par les arrestations de plus en plus nombreuses à mesure que la Résistance grandit et par une organisation policière française plus perfectionnée et au service de la collaboration, mais surtout en raison des besoins croissants de l'Allemagne en main-d'œuvre.

Du fait de l'évolution du front de l'Est (échec de la Wehrmacht devant Moscou en décembre 1941 et fin de la guerre éclair), de l'entrée des États-Unis dans la guerre, l'Allemagne doit mobiliser un maximum de soldats pour faire face à l'assaut des troupes soviétiques et souffre d'une véritable pénurie de main-d'œuvre, y compris d'ouvriers allemands travaillant dans la production de guerre. Les départs vers le front doivent être compensés par la réquisition massive de travailleurs allemands non mobilisables, mais davantage encore par l'emploi d'étrangers, volontaires ou requis, prisonniers de guerre, et déportés. Ainsi, en février 1942, Himmler, chef des polices du Reich et des SS, décide que la politique concentrationnaire sera désormais subordonnée à celle de l'emploi des détenus dans l'industrie de guerre. Des accords sont passés - à partir de l'automne 1942 - avec les grands industriels allemands, entraînant l'installation de camps annexes à proximité des usines, appelés « kommandos extérieurs ». De son côté, la Gestapo est chargée de pourvoir les camps en main-d'œuvre esclave. Les effectifs des camps de concentration augmentent rapidement : de 100 000 en janvier 1942, ils passent à 203 000 en mai 1943, 525 000 en juillet 1944 et 714 000 en janvier 1945.

La troisième phase de déportation commence en juin 1944 : le démantèlement de certains grands maquis, puis l'évacuation des prisons et des camps d'internement par les Allemands alimentent de nouvelles déportations jusqu'en novembre 1944 : de ce fait, les deux tiers des personnes déportées depuis les zones occupées le sont en 1944.

Partant de cette chronologie des déportations de France au titre de la répression, on constate que le convoi du 6 juillet 1942, précède de plus de 6 mois les débuts de la déportation de masse par mesure de répression. En revanche, il est contemporain des premiers convois de Juifs de France vers Auschwitz (le premier date du 27 mars 1942 et les quatre suivants de juin 1942). Il ne s'agit pas d'un hasard. On verra que le

convoi du 6 juillet 1942 est à la croisée de la déportation de répression et de la déportation de persécution.

Auschwitz pour destination



©Musée d'Auschwitz

L'entrée d'Auschwitz

Une autre singularité du convoi du 6 juillet 1942 est sa destination pour le camp d'Auschwitz. C'est une destination exceptionnelle pour un convoi de répression. 68 convois de Juifs sont partis pour Auschwitz entre mars 1942 et août 1944 en vue de leur extermination, au titre de la « solution finale du problème juif en Europe ». Mais seulement 3 convois, composés de déportés par mesure de répression, ont été acheminés directement depuis la France vers ce camp. Les deux autres sont le convoi des 230 femmes du 24 janvier 1943, dont l'histoire a été évoquée par l'une d'elles, Charlotte Delbo¹. Ces femmes étaient des résistantes : 119 étaient communistes, les autres appartenaient, pour la plupart d'entre elles, à d'autres organisations, et quelques autres étaient des résistantes isolées. Parmi elles, se trouvaient Marie-Claude Vaillant-Couturier, Danièle Casanova, Adélaïde Hautval.

Plusieurs de ces femmes étaient parentes de déportés du convoi du convoi du 6 juillet 1942. Le troisième transport est celui du 27 avril 1944. Parmi eux, se trouvaient Marcel Paul et d'autres résistants communistes et gaullistes. Cependant, les déportés de ce convoi ne sont pas restés à Auschwitz : ils ont été transférés au bout de deux semaines à

Buchenwald, le 14 mai 1944.
À Auschwitz, les déportés du convoi du 6 juillet 1942 sont enregistrés entre les numéros 45157 et 46326, d'où leur nom des « 45 000 ». Il faut savoir que dans les camps de concentration, les déportés se désignaient entre eux par la série de leur numéro matricule imprimé sur des bandes de tissu cousues sur leurs vêtements. Ce numéro était leur seul moyen d'identification, avec le triangle de couleur - différent selon le motif de détention - et l'initiale de leur pays d'origine (absente pour les détenus allemands et pour les Juifs qui, eux, portaient une étoile jaune).



Marie-Claude Vaillant-Couturier

Une autre singularité du convoi du 6 juillet 1942 est sa composition. Il est formé à 89 % de communistes ce qui est unique parmi les déportations de France. À leur côté se trouvaient 50 Juifs arrêtés et déportés comme tels, contrairement à la pratique des nazis qui déportaient les Juifs dans des convois séparés destinés aux camps d'extermination.

La dernière des singularités du convoi du 6 juillet 1942 est son taux de mortalité exceptionnellement élevé :

sur les 1170 hommes qui pénétrèrent dans le camp d'Auschwitz, le 8 juillet 1942, seuls 119 étaient encore en vie au moment de la libération des camps, soit 11 % de l'effectif initial. Il s'agit du taux de mortalité le plus élevé (89 %) des convois de répression dont la moyenne s'élève à 40 %.

Une déportation d'otages communistes

Ces caractères particuliers découlent du fait que ces hommes étaient des otages : leur déportation faisait partie d'un ensemble de mesures répressives prises par l'occupant nazi après l'attaque de l'URSS par la Wehrmacht, le 22 juin 1941. À cette date, Hitler brise le pacte de non-agression germano-soviétique, signé en août 1939. Il engage « une guerre d'anéantissement » contre « l'ennemi idéologique et racial du peuple germanique » : le « judéo-bolchevisme », et pour l'extension de son espace vital. Afin que les communistes ne tentent de soulever la population des pays occupés, dont la Wehrmacht avait jusque-là pu s'assurer la maîtrise, il fait procéder à un grand nombre d'arrestations. En France, plus d'un millier de communistes sont internés à partir du 27 juin au camp de Compiègne, dirigé par la Wehrmacht. Et le MBF (commandant militaire en France), Otto von Stülpnagel menace de punir avec une sévérité exemplaire toute manifestation d'hostilité à l'encontre de la puissance occupante. Toute la Résistance est visée : Hitler veut exercer une terreur implacable, pour dissuader non seulement les communistes, mais aussi tous ceux qui seraient tentés, par un moyen ou un autre, de s'opposer à la domination allemande, au moment où la présence de l'URSS dans la guerre soulève une onde d'espoir dans tous les pays occupés.

De son côté, le Parti communiste français croit à une victoire rapide de l'Union soviétique. Il suit les directives de la III^e Internationale qui coordonne l'action des partis



Georges Dugal

communistes et appelle à l'action directe contre l'occupant (sabotages, attentats contre des membres de la Wehrmacht), partout en Europe afin de soulager le front de l'Est et de préparer la libération des pays occupés par l'Allemagne. En France, malgré les premières condamnations à mort prononcées (et appliquées) à l'encontre de jeunes manifestants communistes, la direction du Parti communiste maintient sa décision de lancer une

guerre de francs-tireurs et de partisans. Le coup de feu de Pierre Georges du 21 août 1941 contre un aspirant de marine au métro Barbès est le prélude à une série d'attentats qu'organisent de petits groupes armés contre des membres et des installations de la Wehrmacht. L'administration militaire allemande en France, qui avait alors pleine autorité en matière de sécurité dans les départements de la zone occupée, annonce que les prisonniers détenus pour le compte des Allemands, auront désormais le statut d'otages.

Faute de pouvoir retrouver et arrêter les auteurs des attentats contre la Wehrmacht, Hitler tente de les dissuader d'agir par la terreur et de faire pression sur les dirigeants communistes. Il exige l'exécution de 50 à 100 otages communistes par soldat allemand tué.

Otto von Stülpnagel, hostile à une telle effusion de sang, fait exécuter en septembre après chaque nouvel attentat un nombre réduit d'otages choisis parmi les communistes déjà arrêtés, en désignant de préférence ceux d'origines juives. Il est

La dernière des singularités du convoi du 6 juillet 1942 est son taux de mortalité exceptionnellement élevé : sur les 1170 hommes qui pénétrèrent dans le camp d'Auschwitz, le 8 juillet 1942, seuls 119 étaient encore en vie au moment de la libération des camps, soit 11 % de l'effectif initial.

BEKANNTMACHUNG AVIS

Am Morgen des 21. August ist in Paris ein deutscher Wehrmachtangehöriger einem Mordanschlag zum Opfer gefallen. Ich bestimme daher :

1. Sämtliche von deutschen Dienststellen oder für deutsche Dienststellen in Frankreich in Haft irgend einer Art gehaltenen Franzosen gelten vom 23. August ab als Geiseln.

2. Von diesen Geiseln wird bei jedem weiteren Anlass eine der Schwere der Straftat entsprechende Anzahl erschossen werden.

Paris, den 22. August 1941.
Der Militärbefehlshaber in Frankreich
In Vertretung :
SCHAUMBURG
Generalleutnant

Le 21 août au matin, un membre de l'Armée Allemande a été victime d'un assassinat à Paris.
En conséquence j'ordonne :
1. A partir du 23 août tous les Français mis en état d'arrestation quel que ce soit par les autorités allemandes en France, ou qui sont arrêtés pour celles-ci sont considérés comme otages.
2. En cas d'un nouvel acte, un nombre d'otages correspondant à la gravité de l'acte criminel commis sera fusillé.

Paris, le 22 Août 1941.
Pour le
Militärbefehlshaber in Frankreich
SCHAUMBURG
Generalleutnant

Avis du 22 août 1941

Otto von Stülpnagel tente alors d'obtenir de Hitler que les exécutions d'otages soient remplacées par des déportations massives « d'éléments judéo-bolcheviks » vers les territoires de l'Est.

persuadé en effet que les auteurs des attentats sont principalement des Juifs communistes. Ce qui n'est pas forcément le cas. Ainsi, les premières actions contre des officiers allemands sont le fait de membres de la jeunesse communiste, qu'ils soient juifs ou non. La réduction du nombre de fusillés par Otto von Stülpnagel est purement tactique. Il craint que des représailles massives et des peines excessivement sévères ne dressent la population contre l'occupant, nuisent à la collaboration qui lui permet de contrôler les Français à peu de frais, et ne favorisent bien au contraire l'extension de la Résistance. En octobre 1941, l'exécution de 98 otages (parmi lesquels se trouvent les 27 fusillés de Châteaubriant) pour sanctionner la mort de deux officiers allemands à Nantes et à Bordeaux émeut l'opinion.

Otto von Stülpnagel tente alors d'obtenir de Hitler que les exécutions d'otages soient remplacées par des déportations massives « d'éléments judéo-bolcheviks » vers les territoires de l'Est. Il prévoit de déporter 1 000 Juifs et 500 jeunes communistes. Le 14 décembre 1941, un avis signé par Otto von Stülpnagel annonce, outre l'exécution de 95 otages communistes, qu'un « grand nombre d'éléments criminels judéo-bolcheviks seront déportés aux travaux forcés vers l'Est. [...] d'autres déportations seront envisagées à une grande échelle si de nouveaux attentats venaient à être commis ». On constate que l'idée

conférence de Wannsee qui marque, le 20 janvier 1942, le point de départ de la mise en œuvre de la « solution finale » à l'échelle européenne.

Cependant les préparatifs de la déportation des 1 000 Juifs et des 500 jeunes communistes qui devaient s'achever le 20 janvier 1942, sont interrompus par un ordre de Berlin qui, alléguant des problèmes de transport, repousse la déportation des Juifs à février ou mars et celle des jeunes communistes à une date non précisée. Dannecker qui dirige en France la section des Affaires juives de la *Sipo-SD* (antenne du *RSHA* de l'Office de sécurité du Reich) utilise alors la politique de représailles, que Serge Klarsfeld a appelée « la politique des otages », pour hâter le départ vers Auschwitz des Juifs présents à Compiègne et dans les camps d'internement français de la zone occupée. S'appuyant sur l'avis du 14 décembre 1941, il obtient le départ, le 27 mars 1942, des 1 000 otages juifs pour Auschwitz. Ceux-ci avaient été arrêtés le 12 décembre en prévision de l'avis du 14 décembre 1941. Leur convoi est à la fois le premier convoi d'otages et le premier convoi de la « solution finale ». En revanche, la déportation annoncée et programmée de 500 jeunes communistes vers un camp de concentration du Reich ne se réalise pas. En février 1942, Otto von Stülpnagel, qui n'a pas eu gain de cause, démissionne et est remplacé par son cousin Heinrich von Stülpnagel. Cependant, en avril 1942, la question des déportations de représailles revient à l'ordre du jour. Le 9 avril 1942, Hitler décide de renforcer le caractère terroriste des fusillades d'otages par la déportation systématique de 500 Juifs et communistes après chaque attentat. Les exécutions de plus en plus rapprochées de communistes sont incapables d'arrêter les attentats et les sabotages d'installations allemandes qui vont se multipliant.

Cette fois encore, Dannecker se saisit de cette nouvelle directive pour former quatre autres convois de Juifs (rassemblant pour l'essentiel les 5 000 Juifs parisiens arrêtés en mai et août 1941 sous le prétexte de mesures de sécurité). Ces convois partent pour Auschwitz les 5, 22, 25, 28 juin 1942. Après le départ de ces convois Dannecker réclame auprès du service des transports allemands en France un train pour déporter « 11 000 travailleurs » (les otages communistes). Il y intègre les 50 derniers otages « déportables » du camp des Juifs de Compiègne (il s'agit des Juifs qui n'avaient pas été déportés dans les convois partis de ce camp le 27 mars et le 5 juin). L'échange des télégrammes qu'il envoie fait clairement apparaître que c'est bien Dannecker qui prend en charge le départ des otages communistes. Le départ du convoi est organisé par les services d'Eichmann à Berlin, interlocuteurs logiques de Dannecker, chargés de l'évacuation des Juifs d'Europe en vue de leur extermination, et non par les services de Gestapo, chargés des déportations de répression vers les camps de concentration. Le convoi est enregistré à Auschwitz sous la même appellation que les convois

LUNDI 15 DÉCEMBRE 1941

AVIS

Ces dernières semaines, des attentats à la dynamite et au revolver ont de nouveau été commis contre des membres de l'armée allemande. Ces attentats ont pour auteurs des éléments, parfois même jeunes, à la solde des Anglo-Saxons, des Juifs et des bolcheviks et agissant selon les mots d'ordre infâmes de ceux-ci.

Des soldats allemands ont été assassinés dans le dos et blessés. En aucun cas, les assassins n'ont été arrêtés.

Pour frapper les véritables auteurs de ces lâches attentats, j'ai ordonné l'exécution immédiate des mesures suivantes :

1^e Un amende d'un milliard de francs est imposée aux Juifs des territoires français occupés :

2^e Un grand nombre d'éléments criminels judéo-bolchevik seront déportés aux travaux forcés à l'Est. Outre les mesures qui me paraîtront nécessaires selon les cas, d'autres déportations seront envisagées sur une grande échelle si de nouveaux attentats venaient à être commis ;

3^e Cent Juifs, communistes et anarchistes qui ont des rapports certains avec les auteurs des attentats seront fusillés.

Ces mesures ne frappent point le peuple de France, mais uniquement des individus qui, à la solde des ennemis de l'Allemagne, veulent précipiter la France dans le malheur et qui ont pour but de saboter la réconciliation entre l'Allemagne et la France.

PARIS, le 14 décembre 1941.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich
Von STÜLPNAGEL
General der Infanterie.

Avis du 15 décembre 1941

d'une déportation a été retenue sans que soient pour autant éliminées les fusillades massives. Elle permet d'aggraver la terreur, mais n'évite pas le bain de sang redouté par Otto von Stülpnagel. Ce n'est pas un hasard si la déportation de Juifs comprise dans les mesures de représailles intervient peu de jours après la convocation de la

de Juifs (« RSHA-Paris ») alors que les convois organisés par la Gestapo portaient le nom du service qui les avait ordonnés, comme par exemple « BDS-Paris » pour les convois partis de Compiègne vers Buchenwald. Le jour du départ du convoi, le 6 juillet 1942, les autorités allemandes ferment le camp des otages juifs de Compiègne. Après cette date, la déportation des Juifs de France prend un nouvel essor à la suite de nouvelles arrestations et notamment de la rafle du « Vel d'Hiv ».

On constate donc que la destination de ces communistes à Auschwitz s'explique par l'imbrication entre la « politique des otages » et les débuts de la « solution finale » en France.

Le choix des otages

Les préparatifs de la déportation des otages communistes commencent en avril 1942. L'administration militaire choisit la moitié des futurs « 45 000 » parmi les prisonniers qui se trouvaient à cette date au camp de Compiègne, « camp de détention de police ». L'autre moitié arrive, par transferts collectifs ou individuels, au cours du mois de mai et au début du mois de juin, principalement des camps d'internement français Rouillé ou à la suite des d'arrestations



©FNDRP

Groupe de Rouillé, Voves, Châteaubriant

occasionnées par la répression d'un attentat. Quelques-uns, beaucoup moins nombreux, viennent des prisons françaises. Les otages communistes destinés à être déportés sont sélectionnés selon des règles très précises. Ils sont désignés par le *Feldkommandant* de leur département d'habitation au moyen des listes d'otages aptes à être fusillés ou après février 1942 à être déportés, dressées selon les critères définis par Otto von Stülpnagel, (dans le « code des otages » du 28 septembre 1941, et dans des ordonnances complémentaires édictées par l'administration militaire en France). De nombreux déportés du convoi du 6 juillet 1942 étaient inscrits sur les listes d'otages « aptes » à être fusillés dès octobre 1941.

Le *Feldkommandant* devait remplir, pour chaque otage une fiche en trois exemplaires, faisant état des activités du prisonnier, des motifs de son arrestation et des raisons pour lesquelles il avait été désigné comme otage. L'objectif était d'atteindre un milieu bien ciblé : celui des responsables communistes et des militants actifs du PCF depuis l'armistice, donc supposés proches,

au moins idéologiquement, des auteurs des attentats. Un grand nombre de communistes arrêtés par les autorités françaises pour activité clandestine, distribution de tracts, sont retenus par les Allemands. Ce qui explique la présence dans ce convoi d'un nombre très important de responsables locaux, départementaux ou régionaux du Parti et des Jeunesses communistes connus comme tels avant l'interdiction de ces organisations en septembre 1939 : d'anciens élus (plus de 80 maires, conseillers municipaux, généraux et d'arrondissement) des militants et des dirigeants de la CGT et d'autres organisations proches du parti communiste. Le seul député était celui du Lot-et-Garonne, Jean (dit Robert) Philippot. D'autres « délit », passage frauduleux des frontières ou de la ligne de démarcation, possession d'armes prohibées, complicité présumée lors d'un attentat ou d'un sabotage, faits de grève, etc., furent aussi invoqués pour désigner quelques autres « 45 000 ». Tous de sexe masculin, ces otages devaient, en outre, pour être déportés, avoir entre 18 et 55 ans, être aptes au travail, être français ou apatride, ou encore posséder la nationalité d'un pays occupé par l'Allemagne.

Les listes et les fiches d'otages conservées au CDJC (Centre de documentation juive contemporaine) font apparaître de manière éclatante les responsabilités du régime de Pétain. Pour l'essentiel, les renseignements qui ont servi à la sélection des otages étaient de source française. Ils provenaient des préfets qui étaient seuls censés les transmettre aux Allemands. Mais fréquemment les autorités allemandes s'adressèrent directement aux commissariats de police, aux postes de gendarmerie, aux municipalités, voire aux chefs d'entreprises. On relève dans les fiches d'otage des renseignements détaillés remontant parfois jusqu'à 1924 comme dans la fiche d'Eugène Sue. La police et la gendarmerie françaises ont pris également une part importante dans l'arrestation des futurs « 45 000 », puisque leurs agents étaient présents dans la quasi-totalité des cas, agissant seuls ou comme auxiliaires des forces allemandes. La responsabilité de la police française dans la déportation des « 45 000 » peut être illustrée par le cas des ouvriers communistes de l'usine Sanders de Gentilly. Le 9 février 1942, un arrêt de travail d'un quart d'heure y a lieu. Ses motifs : la question des salaires et l'exercice des libertés syndicales. Un membre de la maîtrise avertit les renseignements généraux et leur fournit la

On constate donc que la destination de ces communistes à Auschwitz s'explique par l'imbrication entre la « politique des otages » et les débuts de la « solution finale » en France.

| | |
|---|--|
| Betreff: Geiselliste. | |
| Nummer in der Geiselliste: 2 | |
| Name: ... S. U. ... | |
| Vorname: ... Antoine ... (Vorname unterstreichen) | |
| Geburtsstag: ... 17.2.1902 ... Geburtsort: ... Anor, Dép. Nord ... | |
| Wohnort: ... H. F. 9.9.2 ... Wohnung: ... Boulevard de Metz Nr. 125 ... | |
| Beruf: ... Mechaniker ... | |
| Familienstand: ... verheiratet - geschieden - Vermählt - | |
| Kinder: ... zwei ... Alter: ... 15 und 20 Jahre ... | |
| Staatsangehörigkeit: ... franz. Volkszugehörigkeit: ... franz. | |
| Rasse: ... ARIET ... | |
| Festgenommen am: ... 5.9.41.12.00 Uhr ... in ... Hirson ... | |
| Grund der Festnahme: ... Nicht-Ablieferung von kommunistischen Flugblättern ... | |
| Dienststelle die die Haft angeordnet hat: ... | |
| Dienststelle für die die Haft vollstreckt wird: ... Mil. Verw. FG Lorr. (602) ... | |
| Abgeurteilt: ... Gericht: ... Strafe: ... | |
| Haftort: ... Standortarrestanstalt Laon ... | |
| Überstellt nach: ... | |
| Seit Mai 1934 Mitglied der kommunistischen Partei Frankreichs - Änderungen: ... | |
| Vorleben und politische Beteiligung: ... 11.1934 | |
| Seit Mai 1934 Mitglied der kommunistischen Partei Frankreichs seit Mai 1937 stellv. Sekretär der Ortsgruppe der KPF in Hirson seit 1. Januar 1938 Mitglied der Federation nationale seit Mai 1938 Delegierter dieser Federation seit September 1938 Einheitsrat der Taktik für die KPF überarbeitet Delegierter des Einheitsrates | |
| Sie wurde wegen Nichtablieferung kommunistischer Flugblätter auf Anordnung des Gerichts der FK 602 festgesetzt. Er hat sich also bis zur Verhaftung kommunistisch betätigt. | |
| Bemerk: ... | |

Source : CDJC (XLIV -2)

Fiche d'Eugène Sue

Profil Auschwitz par le Musée d'Etat d'Auschwitz-Birkenau en 1995 ces dates n'ont pas été rectifiées.

Otto von Stülpnagel : tente alors d'obtenir l'executio d'otages

Qui étaient les « 45 000 ? »

Ils étaient des hommes jeunes ou dans la force de l'âge, ouvriers pour la plupart. Ils venaient de 45 (sur les 49) départements de la zone occupée par le MBF.



Maurice Fontès

liste de ceux qu'il suppose être les meneurs. Les « meneurs » seront choisis comme otages à déporter. On voit ici, la collaboration étroite qui unit patronat et police dans la lutte contre le syndicalisme... Et la « récupération » de ces militants par l'occupant. Les camps d'internement français ont en outre servi, comme on l'a vu, de vivier dans lequel l'occupant a puisé les otages à exécuter (tels ceux de Châteaubriant), et à déporter.

Les otages juifs, avaient été arrêtés en 1942 avec les communistes dans les rafles qui avaient suivi un attentat dans leur région, comme en Indre-et-Loire, dans le Calvados. D'autres avaient été arrêtés pour leur activité communiste, puis placés à Compiègne dans le camp des Juifs.

Les otages « asociaux » avaient choisi pour leurs liens vrais ou supposés avec les communistes (tel un dealer et proxénète marseillais dont le frère était membre des Jeunesses communistes).

Qui étaient les « 45 000 ? »

Ils étaient des hommes jeunes ou dans la force de l'âge, ouvriers pour la plupart. Ils venaient de 45 (sur les 49) départements de la zone occupée par le MBF. La moitié d'entre eux étaient domiciliés dans la région parisienne (Paris et la « ceinture rouge ») et pour le reste, principalement dans les départements industriels de la zone occupée (Normandie, bassin de fer Lorraine).

La plupart avaient eu le temps, avant leur arrestation, de s'engager dans la Résistance au sein du parti communiste clandestin ou du Front national. Ces communistes étaient entrés en résistance contre le régime de Vichy et contre l'occupation allemande dans le prolongement de leurs engagements passés et pour défendre les valeurs pour lesquelles ils s'étaient toujours battus. Pour les plus âgés, cet engagement remontait aux lendemains de la Première Guerre mondiale et de la révolution bolchevique. Ils voulaient bâtir une société plus juste et plus humaine, débarrassée de « l'exploitation des travailleurs » et d'un monde pacifique basé sur la fraternité entre les peuples. Le plus grand nombre s'engagent dans les années trente pour combattre la montée du fascisme en Europe, assurer la victoire du Front populaire, soutenir la République espagnole. C'est ainsi que 27 « 45 000 » combattent en Espagne pour soutenir la République espagnole contre Franco. Pour les plus jeunes, l'occupation allemande marque le début de leur engagement.

Durant leur internement à Aincourt, Voves, Rouillé, Châteaubriant, et dans les autres lieux de détention, les « 45 000 » se comportent comme des militants combatifs et solidaires. Certains arrivent à Compiègne dès le 27 juin 1941, date à laquelle l'armée allemande transforme le camp de prisonniers de guerre de Royallieu (*Frontstalag 122*) en camp de détention administrative. Dans le camp A, dit « camp des communistes », une organisation



Compiègne

clandestine se crée afin d'améliorer le sort des prisonniers et de développer entre eux la solidarité. Elle cherche à maintenir le moral des détenus après que les Allemands se mettent à prélever parmi eux des otages destinés à être fusillés dans les jours suivants. Dirigée par Georges Cogniot, cette organisation réussit l'évasion par un tunnel de 19 internés dans la nuit du 21 au 22 juin 1942. Plusieurs « 45 000 » participent au creusement du tunnel. La veille de leur départ, le 5 juillet, les futurs « 45 000 » sont appelés, puis enfermés dans une baraque du camp C. Le lendemain, ils sont emmenés à la gare de Compiègne et entassés dans des wagons à bestiaux. On leur a dit qu'ils vont travailler en Allemagne. Ils ignorent qu'ils partent pour l'enfer concentrationnaire.

Auschwitz en 1942

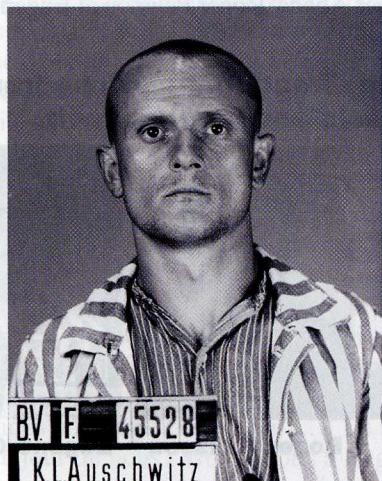
Après un voyage de deux jours très éprouvant, ils arrivent à Auschwitz le 8 juillet à 11 heures du matin. Auschwitz est alors à un tournant de son histoire. Créé en 1940, en tant que camp de concentration pour interner les résistants et les patriotes polonais, la mortalité y est particulièrement forte dès le début et déjà supérieure à celle des autres camps de concentration. En janvier 1942, Himmler désigne Auschwitz comme la principale destination des Juifs d'Europe. Dans un espace réservé, à l'extrême du camp de concentration de Birkenau, ancien camp pour prisonniers de guerre situé au milieu des marais à trois kilomètres du camp principal, est installé un centre d'extermination composé de deux maisons paysannes dotées de chambre à gaz utilisant l'acide cyanhydrique (le Zyklon B). Les corps sont ensuite brûlés dans des fosses communes. Par ailleurs des installations modernes sont en cours de construction. Les SS ont fait appel à des industriels pour construire quatre *Krématorium*, (bâtiments dotés d'une chambre à gaz et de fours crématoires) capables d'exterminer par milliers les Juifs arrivant à Birkenau par famille entière. Ces *Krématorium* seront mis en service pendant l'été 1943.

Cependant, la fonction initiale d'Auschwitz comme camp de concentration, *Konzentrationslager - KL* - (camp de détention pour les « ennemis du peuple allemand ») est maintenue, aussi bien au camp principal qu'à Birkenau. C'est pourquoi les historiens utilisent l'expression de « camp mixte » pour désigner Auschwitz-Birkenau à partir de 1942. Le « camp mixte » est le résultat de la greffe d'un centre de mise à mort sur un camp de concentration préexistant. Les

fonctions ces deux espaces se combinent et sont complémentaires. À compter du 4 juillet 1942, les convois de Juifs font l'objet d'une « sélection » à leur arrivée. En fonction des besoins en main-d'œuvre concentrationnaire du moment, les Juifs les plus « aptes au travail » ne sont pas dirigés directement vers le centre d'extermination mais immatriculés et utilisés dans les *kommandos* de Birkenau, du camp principal ou des autres camps annexes, dépendant du complexe concentrationnaire d'Auschwitz.

Mille morts au bout de 6 mois

À leur arrivée au camp principal, le 8 juillet 1942, les otages venus de France sont immatriculés et dotés de leur tenue rayée. Ils ne sont pas tatoués car le tatouage ne se généralisera qu'au début de 1943. Ils reçoivent un triangle vert (qui sera changé pour un triangle rouge au bout de quelques jours) et sont photographiés de face avec une plaque portant la mention BVF (crimi-



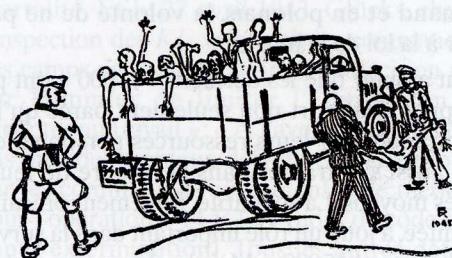
André Faudry

nel professionnel français). Le lendemain, ils sont conduits à pied à Birkenau où ils sont affectés dans deux *blocks*. Le 13 juillet au soir, ils sont scindés en deux groupes approximativement égaux. L'un reste à Birkenau, l'autre, qui rassemble, pour l'essentiel, des ouvriers qualifiés, est conduit au camp principal. À partir de ce moment, les « 45 000 » sont dispersés et épars, quelques fois par petits groupes, dans les *blocks* et les *kommandos* des deux camps.

La détention des « 45 000 » au *KL-Auschwitz* se partage en deux périodes dont la charnière se situe au printemps de 1943. Entre juillet 1942 et mars 1943, les « 45 000 » sont soumis, comme tous les détenus à des conditions de détention particulièrement meurtrières. Dès les premiers mois, les morts se comptent par centaines. À la fin de 1942, ceux-ci représentent 83 % des effectifs du convoi, 87 % en mars 1943. Les « 45 000 » survivants ont à affronter la sévérité du climat continental, la pesanteur du travail forcé, le manque de repos et de nourriture, les brutalités des gardiens et le stress entretenu par le climat de terreur et d'humiliation qui règne dans les deux camps. Nombreux sont ceux qui meurent d'épuisement, du typhus, de la malaria, de la

tuberculose et d'autres maladies non soignées que favorisent la dénutrition et l'absence d'hygiène. Un nombre probablement élevé d'entre eux est directement assassiné par des SS ou par leurs auxiliaires.

Le convoi est aussi décimé par les « sélections » qui ont lieu régulièrement dans le camp, à l'appel



Dessin d'un départ pour la chambre à gaz

ou au *Revier* - l'infirmierie et qui condamnent les détenus, jugés « inaptes au travail », Juifs ou non, à mourir de piqûres dans le cœur ou d'asphyxie dans les chambres à gaz¹. Ce n'est donc pas la longueur de la détention des « 45 000 » dans le système concentrationnaire qui explique la mortalité finale particulièrement élevée de leur convoi (89 %), mais le fait qu'ils aient été déportés à Auschwitz et internés pendant la période où la mortalité des détenus y était la plus élevée, à la fois du point de vue de l'histoire de ce camp et par rapport à celle des autres. Au moment où les « 45 000 » arrivent à Auschwitz, la mortalité des déportés immatriculés dans le camp de concentration est effrayante : 20 % meurent chaque mois entre juillet et décembre 1942. En février 1943, le taux de mortalité mensuel s'élève à 25,5 %.

Les registres des certificats de décès établis au camp d'Auschwitz en 1942 et en 1943 permettent de connaître la date de décès de 88 % des « 45 000 » et de faire une étude précise de la mortalité du convoi². C'est ainsi que la séparation du convoi en deux groupes sensiblement égaux, cinq jours après leur arrivée, permet de faire une évaluation de la différence de rigueur entre le régime du camp principal et celui de Birkenau, entre juillet 1942 et mars 1943. Il ressort que, durant cette période, l'écart entre le taux de mortalité des deux camps, pour une même catégorie de détenus, - ici celle des politiques français -, est de 19 % : 96 % des hommes affectés à Birkenau ont disparu au terme de ces neuf mois, contre 77 % de ceux transférés au camp principal. Il est également possible de comparer la mortalité des Juifs et celle des déportés politiques. C'est ainsi que les « 45 000 » qui portaient l'étoile juive furent décimés beaucoup plus rapidement que leurs compagnons. Au bout de 40 jours, 68 % des premiers avaient disparu contre 13 % des seconds.

Survivre à Auschwitz

Les conditions de détention étant aussi meurtrières, on a du mal à imaginer comment 176

Roger Abada participe à la rédaction de l'ouvrage *Auschwitz-Birkenau, 1941-1945* (édité par l'association des amis de l'Institut Mémoires de l'Holocauste).
À leur arrivée au camp principal, le 8 juillet 1942, les otages venus de France sont immatriculés et dotés de leur tenue rayée. Ils ne sont pas tatoués car le tatouage ne se généralisera qu'au début de 1943.

1. On trouvera plusieurs exemples dans *Triangles rouges à Auschwitz*, p. 152 et suivantes.

2. Les dates de décès officielles enregistrées par l'état civil français sont le plus souvent fausses car basées pour l'essentiel sur les attestations de deux rescapés. Malgré la publication des relevés des registres de décès du camp d'Auschwitz (*Death Books from Auschwitz*) par le Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau en 1995 ces dates n'ont pas été rectifiées.

Les conditions de détention étant aussi meurtrières, on a du mal à imaginer comment 176 « 45 000 » ont réussi à survivre d'Auschwitz au cours de ces neufs premiers mois de détention.

La plupart des « 45 000 » ont cherché et ont réussi à maintenir des liens entre eux, conscients d'appartenir à un groupe dont les limites se confondaient avec celles de leur convoi.

« 45 000 » ont réussi à survivre d'Auschwitz au cours de ces neufs premiers mois de détention. Sont intervenus le hasard, la prise de décision de survivre, l'espoir dans la victoire inéluctable de l'Union soviétique, l'affectation dans un *kommando* moins dur et surtout dans un atelier, la compétence professionnelle, la connaissance ou la capacité à acquérir un vocabulaire suffisant en allemand et en polonais, la volonté de ne pas céder à la loi de la jungle.

Il faut ajouter que les derniers « 45 000 » ont pu échapper à la mort non seulement parce qu'ils ont pu mobiliser leurs ressources personnelles, mais aussi s'entraider dans la mesure de leurs faibles moyens. La solidarité, forcément précaire et limitée, a joué un rôle important dans la survie des derniers « 45 000 ». Mais le plus remarquable est que cette solidarité s'est exercée à Auschwitz principalement sur la base de leur appartenance au même transport. Ce qui est exceptionnel, car en règle générale, les convois cessaient d'exister dès que leurs membres étaient intégrés dans le camp. Les déportés étaient dispersés et les petits groupes d'amis souvent dissous par les changements d'affectation et par les décès. L'entraide, lorsqu'elle était possible, se faisait sur une base étroite, à moins que ces déportés ne soient en liaison avec des membres de la Résistance intérieure.

La plupart des « 45 000 » ont cherché et ont réussi à maintenir des liens entre eux, conscients d'appartenir à un groupe dont les limites se confondaient avec celles de leur convoi. Ce sentiment, déjà présent au moment de leur départ de Compiègne, a été conforté par la singularité de leur situation de détenus politiques français à Auschwitz-I et à Birkenau. Ainsi, être un « 45 000 » recourait, pour la majorité d'entre eux, des appartenances nationales, politiques et idéologiques communes, découlant des conditions particulières de la formation de leur transport. Ce sens de la solidarité et cet esprit de résistance tiennent sans doute au nombre important de cadres et de militants communistes et syndicaux qui composaient ce convoi : des hommes habitués par leur origine souvent ouvrière, par leur culture politique et par leur expérience, y compris pendant leur internement en France, à mener des actions collectives et à donner une large place à la solidarité. Ils tiennent aussi aux qualités morales, qu'ils soient communistes ou non, qui les avaient conduits à s'engager dans la Résistance.

Le premier groupe français de Résistance

La solidarité va s'élargir et se renforcer lorsque des « 45 000 » entrent en contact avec l'un des groupes de la Résistance organisée à l'intérieur du camp d'Auschwitz. La Résistance à Auschwitz est de tous les camps de concentration, celle dont l'histoire est la plus riche, celle qui a

accompli les actions les plus audacieuses et les plus diversifiées. Elle est celle qui a envoyé le plus de messages et de rapports aux Alliés, afin notamment de leur faire connaître l'extermination des Juifs. Cette activité était possible grâce à ses liaisons avec l'extérieur, avec les groupes de résistants polonais et tchèques des environs. Les premiers groupes de résistance intérieure s'organisent parmi les Polonais, puis parmi les autres détenus (les prisonniers de guerre soviétiques par exemple). Des communistes allemands et autrichiens, arrivés de Dachau en août 1942, créent un Comité international, dirigé par Hermann Langbein, Ernst Burger, Franz Danemann, Rudi Friemel.

Entre septembre et décembre 1942, de jeunes « 45 000 » sont contactés par des résistants de ce Comité international. Parmi eux, Roger Abada qui avait commencé à rechercher et à prendre contact avec les survivants de son convoi du camp principal. C'est ainsi que sous la direction de Roger Abada, Roger Pélissou et Eugène Gar-

Le triangle de direction du groupe français de Résistance à Auschwitz



Roger Abada

Roger Pélissou

Eugène Garnier

Les trois dirigeants du groupe français

nier, naît le premier groupe français de solidarité et de Résistance à Auschwitz, composé d'une trentaine de « 45 000 ». Le regroupement des Français se réalise sur la base de leurs *kommandos* de travail, chaque membre du groupe ayant la responsabilité de plusieurs de ses camarades (qui ignorent généralement leurs liens avec la Résistance intérieure). Leur mission est d'aider non seulement les « 45 000 » mais aussi les autres détenus, les Français en particulier, à cause de la possibilité de se faire comprendre.

En janvier 1943 les « 45 000 » apprennent la présence des femmes du convoi du 24 janvier 1943 à Birkenau, et s'efforcent de leur venir en aide. Voici quelques extraits du témoignage de Marie-Elisa Nordmann sur le courage d'Eugène Garnier : « Entre autres tâches, (il) avait été chargé de faire la liaison entre l'Organisation internationale et les deux *kommandos* de femmes de Raïsko [...] (*kommandos* de jardinage et d'étude du Koksaghyz, variété de pissenlit contenant du caoutchouc). Je le vois encore le matin à l'arrivée de son *kommando* qui venait tous les jours aux serres. Pendant que le *Kapo* des hommes faisait l'appel avant le travail, nous regardions à la dérobée par une fenêtre du labo-

ratoire. Eugène se mettait toujours dans la rangée de devant et, d'un clin d'œil, il nous faisait comprendre qu'il avait « quelque chose » pour nous. Ce quelque chose, il l'apportait pour nous au péril de sa vie. Eugène ne se contentait pas de nous transmettre les consignes de l'Organisation internationale quand l'une de nous réussissait à le rencontrer furtivement, ni de discuter avec lucidité de la situation politique, mais il se considérait comme responsable de chacune de nous, de notre santé, de notre moral. »

« Chaque jour, c'était lui qui nous apportait le *Völkischer Beobachter* (quotidien du parti nazi) qu'il était interdit de faire entrer dans le camp des femmes: la lecture du communiqué, dont la teneur était diffusée dans les deux *kommandos*, était le meilleur des toniques: nous voyions sous le verbiage stratégique, reculer les troupes d'Hitler sur le front de l'Est. C'est à lui que nous devions un petit atlas, [...] grâce à lui, les villes citées s'animaient et à partir du 6 juin 1944, nous suivions, avec quelle impatience, la progression des troupes alliées. [...] Par son intermédiaire, chacune de nous avait des sous-vêtements et des tricots chauds pour l'hiver et c'était l'image de la solidarité au camp, puisque les vêtements avaient été rapportés du « Canada » à Eugène pour nous par d'autres camarades français: il s'arrangeait pour les dissimuler sous son rayé et il a réussi toujours à passer à travers les fouilles. Peut-être est-ce avec des médicaments que le danger était le plus grand: les Allemands n'avaient pas de quinine mais il en arrivait avec les convois et (les résistants) cherchaient par tous les trocs possibles à s'en procurer. Au printemps 1944, une de nos camarades a attrapé la malaria. [...] Le lendemain du jour où nous l'avons appris à Eugène, il arrivait avec la quantité nécessaire de vraie quinine, que les Français avaient achetée avec leur ration de pain et notre amie s'est rapidement remise ». Outre les efforts pour sauver des vies, les résistants s'efforcent, malgré de très faibles moyens et sous la menace constante d'être dénoncés et exécutés, de faire reculer l'antisémitisme et de lutter contre le nationalisme qui divisait les internés du camp. Roger Abada participe à la rédaction de tracts destinés à être lus en cachette dans les *blocks*. Henri Gorgue qui faisait partie d'un *kommando* de serrurerie, transporte des messages camouflés dans des bouteilles vides d'acétylène et les remettait à un endroit convenu. Il est également chargé de subtiliser une carte du front, pendant qu'il effectuait des réparations à la *Kommandantur* du camp. Georges Guinchan, était un maillon de la chaîne chargée de la transmission du courrier entre le Comité international et l'organisation polonaise de Résistance, située dans les environs du camp.

Une relative amélioration du régime du camp en 1943

Au début de 1943, la mortalité des détenus d'Auschwitz commence à baisser à la suite d'ordres venus de Berlin de réduire la mortalité de la main-d'œuvre concentrationnaire. En mars 1942, Oswald Pohl à la tête du WVHA (l'Office central

d'administration économique de la SS) recommandait aux commandants des *KL* d'employer les détenus jusqu'à l'épuisement de leurs forces. Mais le 28 décembre 1942 et au début de janvier 1943, la section médicale de l'inspection des *KL* (WVHA-D-III) adresse une circulaire comminatoire aux médecins chefs de chacun de ces camps pour qu'ils fassent baisser les chiffres de mortalité. Et le 27 avril 1943, Glucks, chef de l'Inspection des *KL*, informait les commandants des camps de concentration de la décision prise par Himmler de limiter l'élimination des « inaptes au travail »: « A l'avenir, seuls les détenus malades mentaux doivent être sélectionnés par les commissions compétentes de médecins pour l'opération « 14 F 13 » [nom de code signifiant l'extermination]. Tous les autres détenus inaptes au travail (tuberculeux, infirmes, grabataires, etc.) sont, en principe, à exclure de cette opération ». En mars 1943, deux jeunes « 45000 », Georges Guinchan et André Montagne, sont affectés au *Revier* comme infirmier par le truchement du Comité international. Ils doivent prendre en charge les détenus francophones (Français et Belges) et user de tous les artifices pour qu'ils échappent aux « sélections ».

A Auschwitz, les conditions d'hygiène et d'habitation sont effectivement améliorées. La moyenne mensuelle de la mortalité du premier semestre de l'année 1943 passe de 25 % à 13,5 %. Cependant, cette mortalité reste très supérieure à la moyenne de l'ensemble des camps de concentration, qui est de 5,72 % pour la même période. Les sélections générales pour la chambre à gaz cessent à Auschwitz en mai 1943. Elles reprennent, plus espacées, entre août 1943 et octobre 1944, pour les Juifs uniquement, épargnant dès lors la totalité des « 45000 » survivants.

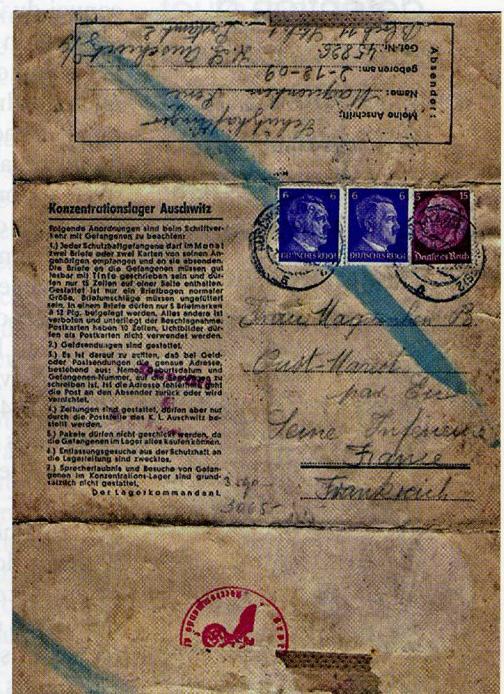
En 1943, les « 45000 » (à l'exception des Juifs qui ne sont plus que deux sur 50) bénéficient, en outre, de mesures particulières qui leur sont favorables. En mars, 17 des 25 survivants (sur les quelques 550 « 45 000 » affectés à Birkenau le 13 juillet 1942) sont ramenés au camp principal, où la mortalité est un peu moins élevée. Puis tous les « 45 000 » à l'exception des Juifs, reçoivent, le 4 juillet, le droit d'écrire et de recevoir des colis contenant de la nourriture (conformément à la circulaire de l'Office central de Sécurité du Reich du

17 juin 1943, applicable aux déportés « aryens » originaires des pays occupés de l'Ouest européen). Ces lettres venues de France, ces colis sont un indiscutable facteur de survie.

Une quarantaine inexpliquée

Le 14 août, après le retour de Birkenau des six autres « 45 000 », les « 45 000 » porteurs du triangle rouge connaissent, avec les quelques autres déportés politiques français du camp, une mysté-

Roger Abada participe à la rédaction de tracts destinés à être lus en cachette dans les *blocks*. Henri Gorgue qui faisait partie d'un *kommando* de serrurerie, transporte des messages camouflés dans des bouteilles vides d'acétylène



Lettre d'Auschwitz

Couverture
du livre de Louis Eudier

1. Voir la liste détaillée de ces témoignages dans le chapitre sur les sources de *Trois fusils rouges d'Auschwitz*.



Block 11

rieuse quarantaine qui les rassemble au premier étage du *block* 11, la prison du camp principal : ils n'ont plus à travailler ni à subir les brutalités des *Kapos*. Cet isolement est, pour eux, un véritable répit.

On ignore la raison exacte de cette quarantaine, habituellement préalable à un transfert dans un autre camp ou à une libération. Peut-être a-t-elle été motivée par la diffusion en France, en mai 1943, d'un tract du Front National de lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France. Celui-ci révélait la présence à Auschwitz d'une centaine de communistes françaises (celles du convoi du 24 janvier 1943) et publiait le témoignage d'un évadé décrivant le terrible régime de détention du camp. Ces révélations amenèrent-elles l'ordre de placer tous les déportés politiques français d'Auschwitz dans des conditions de survie, afin que leurs lettres (au contenu censuré) apportent un démenti aux accusations portées dans ce tract sur les mauvais traitements dont étaient victimes les détenus de ce camp ? Il n'est pas exclu que le projet ait existé de les transférer dans un camp de concentration moins meurtrier. Les Françaises survivantes du convoi du 24 janvier 1943 sont elles aussi placées le 3 août 1943 dans le *block* de quarantaine du camp des femmes à Birkenau. En novembre 1943, le commandant Rudolf Hoess est remplacé par Liebehenschel. Sur son ordre, la quarantaine s'achève et le 12 décembre 1943, les Français doivent rejoindre leurs anciens *blocks* et leurs *kommandos* de travail. Cependant, durant ces quatre mois de répit, ils ont repris des forces et sont devenus des détenus aguerris. Aussi tous ces « 45 000 » survivent-ils à l'année 1944.

Trois « 45 000 » assistent à l'ouverture des portes d'une chambre à gaz

Pendant leur détention à Auschwitz, les « 45 000 » sont les témoins du massacre des Juifs et des Tziganes dont ils ont fait le récit. Trois d'entre eux assistent à l'ouverture des portes d'une chambre à gaz : Voici le témoignage de l'un d'eux : A Birkenau - se souvient Henri Marti - j'appartenais au *kommando* « installateurs » et

je faisais équipe avec Clément Coudert de Nancy et Cyrille Chaumette de Saint-Omer, lequel est mort là-bas. Un jour, notre travail nous a conduits aux chambres à gaz alors en plein fonctionnement, un lieu où les détenus du camp ne pénétraient jamais. Sur place, nous avons rencontré un déporté parisien, Georges Bermann, du douzième arrondissement qui, au *Sonderkommando*, travaillait à l'évacuation des cadavres à la sortie des chambres à gaz. Il fut heureux de nous voir et de pouvoir s'entretenir un peu avec nous, car il vivait ici en recluse, sans contact avec le camp. Je dois ici, rapporter le point le plus important de notre conversation.

Georges Bermann parlait et je n'oublierai jamais ses paroles dites très calmement : « Aucun de ceux qui sont ici ne sortira vivant et je sais que mes jours sont comptés, je ne reverrai jamais Paris. Mais vous, qui êtes des « politiques », vous avez des chances de vous en sortir, en tout cas plus que nous qui n'en avons aucune. Alors je voudrais que vous ayez le cœur assez bien accroché pour regarder ce que je vais vous montrer. Plus tard, vous direz ce que vous avez vu. Il faut que le monde sache. Ouvrez bien vos yeux et regardez ». Alors, il nous conduisit à quelques pas de là, au moment précis où les deux portes des chambres à gaz s'ouvraient. Le gaz Zyklon-B venait de faire son œuvre. Le spectacle, que nous avons supporté quelques instants à peine, était insoutenable, comme l'odeur qui régnait dans les locaux. Les cadavres nus de femmes, d'enfants, d'hommes encore chauds, flasques, glissaient de l'amoncellement consécutif, après l'effet du gaz, à l'entassement lors de l'entrée des vivants dans la chambre exiguë. Je dois dire que si j'ai le courage de relater cela de vive voix et ce n'est pas la première fois que je m'y contrains, je n'ai jamais eu la force de l'écrire, de le décrire comme je viens de le faire. Georges Bermann, comme il l'avait prévu, y est resté. Je pense à lui, souvent et à sa recommandation.

Clément Coudert a confirmé le récit de son compagnon. « Au sujet des chambres à gaz, tu le sais aussi bien que moi, puisque nous étions ensemble le jour où le camarade juif (dont je ne me rappelle plus le nom) nous a proposé de voir le spectacle d'une chambre à gaz avec tous les cadavres tellement tassés qu'ils tenaient debout avec la bouche grande ouverte. On ne peut oublier ce souvenir pénible de femmes et d'enfants assassinés en si grand nombre et aussi si vite. Nous les avions vus arriver aux chambres à gaz, bien vivants et, une demi-heure après, tout le monde était mort et parti en fumée, quelques heures après. Oui je ne pense pas que beaucoup de déportés aient pu voir ce spectacle et il nous a fallu une complicité, qui aurait pu nous coûter la vie si nous avions été pris par un SS. Il ajoutait pour expliquer leur présence dans cette enceinte interdite aux autres déportés : Nous faisions des fouilles pour poser l'eau à quelques mètres des chambres à gaz ».

Cyrille Chaumette est mort au cours de l'évacuation de Nordhausen, le 13 avril 1945. Seuls Clé-

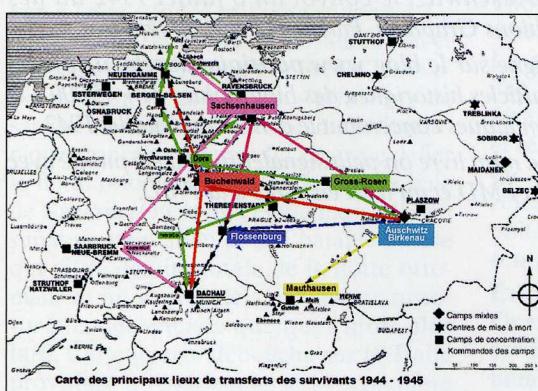
Pendant leur détention à Auschwitz, les « 45 000 » sont les témoins du massacre des Juifs et des Tziganes dont ils ont fait le récit. Trois d'entre eux assistent à l'ouverture des portes d'une chambre à gaz

ment Coudert et Henri Marti sont rentrés en France. Le jour même de son retour à Paris, Clément Coudert se rendait au siège de *L'Humanité* pour témoigner. Le 24 avril 1945, en première et deuxième pages, ce journal publia un article intitulé, *Le camp nazi de Birkenau*, à partir du témoignage de Clément Coudert. « C'était une gigantesque usine où se fabriquait la mort : Il est venu nous voir, longue carcasse un peu voûtée flottant dans ses vêtements disparates. Son visage, ses mains, même ses mains de vieillard, ridées, portent les stigmates de ses souffrances (Clément Coudert avait alors 37 ans. Il est décédé le 3 mai 1973 à l'âge de 65 ans) ».



L'Humanité, 1945

À partir d'août 1944, les « 45 000 » sont épargnés dans le système concentrationnaire nazi... Ils sont rassemblés pour une nouvelle quarantaine et partagés en quatre contingents d'une trentaine d'hommes chacun, en fonction de leur numéro matricule.



Carte des évacuations

À la fin août et au début de septembre 1944, trois de ces groupes sont envoyés dans des camps plus à l'Ouest : Gross Rosen, Flossenbürg et Sachsenhausen. Le dernier groupe reste à Auschwitz jusqu'en janvier 1945. À cette date, les SS entreprennent d'évacuer d'Auschwitz la plupart des Polonais, des Russes et des détenus d'autres

nationalités suspectés d'appartenir à des réseaux de résistance. Ils cherchent à contrecarrer toute tentative de soulèvement du camp à l'approche des armées soviétiques. Les dernières évacuations de l'année 1945 éparpillent les survivants dans l'ensemble du système concentrationnaire. Ils sont pris dans les « Marches de la Mort ». Quand ils rentrent en France, ils ne sont plus que 119: 89 % d'entre eux avaient disparu.

La place des témoignages

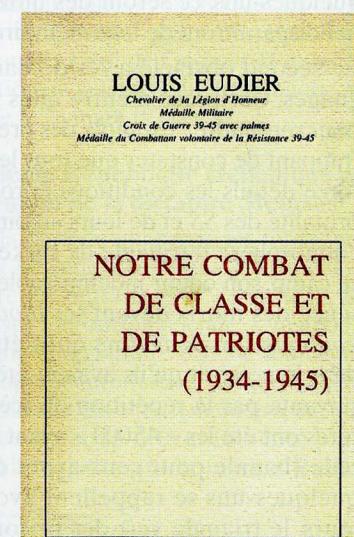
À leur retour, de nombreux rescapés du convoi ont tenu à évoquer leur déportation de multiples manières : notes inscrites sur des carnets au moment de leur libération ; réponses adressées aux parents des disparus après leur retour ; interviews ou articles édités dans une brochure, un journal ou un ouvrage sur la Déportation dans l'immédiat après-guerre (ou pour le vingt-cinquième anniversaire de la libération des camps) ; livres, cahiers manuscrits ou dactylographiés retracant leur propre parcours, publiés plus tardivement ou réservés à leurs proches ; courrier échangé entre rescapés¹.

Nombre de ces témoignages, et particulièrement ceux produits par les « 45 000 » peu de temps après leur libération, sont remarquables par leur précision. Ils frappent par leur unité de ton. Beaucoup se recoupent ou se complètent. Et, fait inusité, contrairement à la plupart des récits de rescapés des camps fondés sur l'expérience d'un seul individu, ils contiennent des informations s'appliquant à l'ensemble ou à une partie du convoi, tant les « 45 000 » avaient conscience d'appartenir à un groupe d'homme lié par un destin commun et par un sens aigu de la solidarité. Les récits rédigés sur des cahiers d'écriture, confidences destinées à la famille, se caractérisent par leur dépouillement, la simplicité de l'expression et par l'émotion sous-jacente.

Cette similitude entre les récits n'exclut pas pour autant un important travail critique, tout témoignage étant une interprétation du réel, aussi sincère soit-il. De plus, ces souvenirs n'étaient pas exempts de détails contradictoires qui ne pouvaient être éliminés sans une parfaite connaissance de l'univers d'Auschwitz. C'est pourquoi, tirant parti du désir des survivants de voir paraître le livre promis par celui qui en avait été l'initiateur, Roger Arnould, ancien résistant déporté à Buchenwald et documentaliste à la FNDIRP, je me suis tournée vers eux afin qu'ils m'apportent leur contribution et que quelques-uns me secondent dans l'indispensable évaluation des témoignages.

Ce dialogue a été favorisé par l'organisation qu'ils s'étaient donnée. En plus des liens que chacun avait conservés avec tel ou tel compagnon, un certain nombre de « 45 000 » avaient pris l'initiative, en 1960, de réunir les survivants et les parents des rescapés dont ils avaient pu retrouver la trace. Depuis, ils s'étaient dotés d'un secrétariat, destiné à maintenir

Le dernier groupe reste à Auschwitz jusqu'en janvier 1945. À cette date, les SS entreprennent d'évacuer d'Auschwitz la plupart des Polonais, des Russes et des détenus d'autres nationalités suspectés d'appartenir à des réseaux de résistance. Ils cherchent à contrecarrer toute tentative de soulèvement du camp à l'approche des armées soviétiques.



Couverture du livre de Louis Eudier

1. Voir la liste détaillée de ces témoignages dans le chapitre sur les sources de *Triangles rouges à Auschwitz*.

nir entre eux des contacts réguliers et à perpétuer le souvenir de leurs camarades disparus (commémorations, pèlerinages en Pologne pour les familles des survivants et des disparus, rencontres). En 1987, ces initiatives étaient placées sous la responsabilité de Fernand Devaux, Lucien Ducastel, Georges Dusal et André Montagne¹. Ils ont accepté d'examiner avec moi les témoignages que j'avais rassemblés au cours de mon travail, malgré l'épreuve que constituait pour eux l'évocation de ces terribles souvenirs. Certains d'entre eux ont fait de nouveau des cauchemars. Certes, tout ne pouvait être vérifié au niveau factuel, mais ce qui importait était la véracité des informations qui, au-delà de l'événement, étaient transmises par ces témoignages. Ces échanges m'ont été, non seulement une forme d'initiation à l'univers concentrationnaire et au camp d'Auschwitz, mais aussi m'ont permis d'évaluer la fiabilité de chaque témoignage. Et, plus généralement, de bien mesurer les problèmes que j'aurais à surmonter dans le traitement de ceux-ci. D'emblée, l'établissement de la chronologie des événements qui avaient marqué la détention des « 45 000 » à Auschwitz a été un premier obstacle à surmonter. Pour prendre l'exemple le plus significatif, certains « 45 000 » avaient estimé à quelques jours, d'autres à une ou deux semaines, d'autres enfin à un mois ou même à quarante jours, le laps de temps entre leur arrivée et leur séparation deux groupes et le départ de l'un d'eux pour le camp principal. Fort opportunément, la découverte dans les archives du camp d'Auschwitz de la fiche du *kommando* dans lequel André Montagne a été intégré, au lendemain de son retour à Auschwitz-I, a confirmé la date du 13 juillet 1942 qui me paraissait la plus probable. D'autres recoulements ont montré que les témoignages des « 45 000 », une fois soumis à la critique historique, pouvaient, au niveau factuel, constituer une source efficace d'information. En même temps, ils montraient à quel point la mémoire du temps vécu peut être distendue en situation extrême. Pour certains de ces hommes, les premiers jours passés à Birkenau sous les coups, dans la panique et dans l'horreur, s'étaient dilatés en interminables journées dont ils avaient multiplié le nombre. Puis, plus tard, avec la monotonye des jours, le temps leur semblera s'être rétréci. Et pour quelques-uns, ce seront des mois entiers de leur déportation qui disparaîtront de leur mémoire.

Le second obstacle a résidé dans les lacunes de ces témoignages. Certaines d'entre elles étaient involontaires. Ainsi, pour reprendre l'exemple des premiers jours à Auschwitz, il est frappant de constater que tous les survivants ont raconté avec force détails les conditions éprouvantes de leur transport, la brutalité des SS et de leurs adjoints, les premiers matraquages, l'atmosphère terrifiante de Birkenau, la saleté repoussante de ce camp, son odeur indéfinissable, les premiers suicides, la présence des morts devant les *blocks* et les massacres dans les *kommandos*. Souvenirs qui s'étaient d'autant mieux gravés dans leur esprit qu'ils avaient été réactivés, au cours des mois suivants, par la répétition de scènes analogues. En revanche, rares ont été les « 45 000 » ayant relaté la séance de photographie (banale pour ceux ayant été déjà incarcérés) et seuls quelques-uns se rappellent avoir porté, pendant quelques jours, le triangle vert des prisonniers de droit commun. Et aucun d'eux n'a pu déterminer la date précise à laquelle ils l'avaient échangé contre le triangle rouge des détenus politiques. Est-ce parce que, sur le moment, ils en ignoraient le sens ?

À côté de cette première catégorie de lacunes, on en trouve d'autres, manifestement volontaires : aucun témoignage, par exemple, sur les défaillances de certains de leurs camarades

qui, arrivés au bout de leurs forces et devenus des « musulmans », avaient perdu leur dignité. L'historien de la Déportation se heurte là au problème de l'indicible, devant lequel il est impuissant et dont il cherche, cependant, à repousser les limites. J'ai, par la suite, entrepris de présenter mon travail, au fur et à mesure de sa rédaction à quelques « 45 000 », René Aondetto, Fernand Devaux, Lucien Ducastel, Georges Dusal et André Montagne, en les invitant à me communiquer leurs remarques. J'ai soumis mon manuscrit à d'anciens déportés, internés dans d'autres camps et possédant, en plus de leur vécu, des connaissances étendues sur l'histoire de la Déportation et des camps nazis, tels Pierre Serge Choumoff, Maurice Cling, Anise Postel-Vinay et Maurice Voutey.

Au demeurant cette étude n'aurait pu être réalisée sans la solidarité qui, depuis le début de leur déportation, unit les « 45 000 », sans leur sentiment d'appartenir à un convoi singulier, sans la volonté des survivants de transmettre leur expérience aux nouvelles générations.

Il faut dire aussi l'important soutien moral que m'ont apporté ces déportés au cours de mes longues années de recherche qui furent pour moi une épreuve semée d'embûches, douloureuse et profondément traumatisante. Ils m'ont donné la possibilité de parler librement avec eux de ce monde qu'il me fallait « comprendre » et tenter de restituer, alors même qu'il constitue une transgression des valeurs sur lesquelles se fondent notre civilisation. La qualité de ces hommes et de ces femmes, leur aide généreuse qui les exposait pourtant à de nouveaux cauchemars étaient la démonstration vivante et quotidienne que l'être humain pouvait ne pas être écrasé par la machine concentrationnaire et préserver, malgré tout, son humanité. ●

CLAUDINE CARDON-HAMET

Claudine Cardon-Hamet est docteure en Histoire, auteure des ouvrages : « *Triangles rouges à Auschwitz, le convoi politique du 6 juillet 1942*² » Éditions Autrement, 2005 Paris et de *Mille otages pour Auschwitz, le convoi du 6 juillet 1942 dit des « 45 000 »*, éditions Graphein, Paris 1997 et 2000 (épuisé).

Elle met en ligne sur le blog www.politique-auschwitz.blogspot.com des articles historiques, des biographies de « 45 000 » et des fiches thématiques concernant le convoi du 6 juillet 1942.

Pour parler de mon livre on peut signaler qu'il a été publié avec le soutien de la FMD et qu'il est en vente à la FMD.

1. En 1995, ces rescapés ont fondé une association toujours active, *Mémoire Vive des convois des « 4 500 et des 3 100 » d'Auschwitz-Birkenau*. Elle rassemble principalement les familles des déportés et les derniers survivants des deux convois. Ceux-ci ne sont plus qu'au nombre de quatre.

2. Ce livre est en vente à la Fondation pour la mémoire de la Déportation (commande par courrier adressé à la direction ou par mail à direction@fmd.asso.fr)

Régimes autoritaires et montées du fascisme dans l'entre-deux-guerres

(suite et fin)

LA GRÈCE

Rappel historique :

Le Congrès de Vienne (1815), qui réorganisa l'Europe napoléonienne antérieure, ignora toutefois les aspirations nationales renaissantes. Une première vague de protestations traversa l'Europe, au tournant des années 1820. Diverses nationalités, enserrées dans des États multiethniques et conscientes de leur différence avec la Puissance dominante, cherchèrent à obtenir leur indépendance. Ce fut le cas des Grecs, dominés par l'Empire ottoman depuis le début du XV^e siècle.

Un premier soulèvement contre les Turcs intervint le 25 mars 1821 (devenu jour de fête nationale grecque), provoquant le début de la Guerre d'indépendance.

Après une première série de victoires, la Grèce fut proclamée indépendante le 12 janvier 1822 par une Assemblée nationale réunie pour la première fois à Epidaure. Mais la contre-attaque ottomane ne tarda pas et fut sans pitié : le Sultan reprit aux Grecs insurgés la quasi-totalité du pays, provoquant les massacres de Chios et la destruction de Psara, avec l'aide de son vassal égyptien Mehmet Ali. La brutalité de la répression suscita des réactions d'indignation dans le reste du monde. Les Russes, non sans arrière-pensées géostratégiques, déclarèrent les premiers leur soutien à leurs « frères orthodoxes grecs ». Le 6 juillet 1827, la France, le Royaume Uni et la Russie décidèrent, à Londres, d'intervenir pour faire cesser les « effusions de sang ». Une force navale combinée, britannique, française et russe fut envoyée défier la flotte ottomane stationnée dans la baie de Navarin (Ouest du Péloponnèse). Il s'en suivit un ultimatum et une bataille navale qui vit la défaite totale de la flotte ottomane et fut le prélude à une guerre russo-turque, déclenchée quelques mois plus tard. Cette guerre déboucha sur le Traité provisoire d'Andrinople, le 14 septembre 1829, marquant la défaite de la Turquie, contrainte à reconnaître l'autonomie de la Grèce, puis sur la conférence de Londres (1830), qui la déclara indépendante. L'Empire ottoman ne reconnut cet état de fait que deux ans plus tard (en 1832), alors que les frontières du nouvel État n'étaient toujours pas définies. Le 8 août 1832, la Grèce devint néanmoins un royaume indépendant avec un monarque imposé de l'exté-

rieur, le prince Othon de Bavière¹. Aidé par les Puissances Protectrices de la Grèce, le pays se modernisa, malgré un régime de monarchie absolue. Renversé en 1862, pour diverses raisons dont sa politique extérieure et son attachement au catholicisme, Othon fut remplacé par Guillaume de Danemark, sous l'appellation de « Georges 1^{er} de Grèce, roi des Hellènes ».

La Thessalie, les îles Ioniennes et une partie de l'Épire furent rattachées peu après au royaume de Grèce. Cette dernière demeurait toutefois une « province autonome de l'Empire ottoman », sous influence de la Grande-Bretagne, qui était soucieuse de ménager l'Empire ottoman pour faire contrepoids à l'expansionnisme russe. En 1912-1913, les Guerres balkaniques permirent encore la conquête de Thessalonique et de la Crète, mais l'assassinat du roi, le 18 mars 1913, et l'avènement de son fils Constantin 1^{er}, fut à l'origine d'une crise politique majeure. Constantin, beau-frère de l'empereur Guillaume II était pro allemand et au déclenchement de la guerre en 1914, préféra la neutralité et se trouva en opposition avec son Premier ministre Elefthérios Venizélos, favorable à une intervention aux côtés de la Triple-Entente². En octobre 1915, Venizélos fut contraint au départ par le roi et créa à Thessalonique un « Gouvernement de défense nationale » soutenu par les Alliés. Le pays se trouva coupé en deux. En juin 1917, le rapport des forces évoluant en faveur des Alliés, Constantin démissionna et céda le trône à son deuxième fils Alexandre. Metaxás³ l'accompagna en exil. Venizélos revint au pouvoir et la Grèce entra officiellement en guerre contre les Empires centraux aux côtés des Alliés.

En définitive, s'étant lancée dans les Guerres balkaniques dès 1912, la Grèce ne sortit de l'état de guerre qu'après le traité humiliant de Lausanne du 24 juillet 1923. La mort accidentelle d'Alexandre, suivie d'un plébiscite, entraîna en effet la chute de Venizélos, le retour de Constantin (15 décembre 1920) et la reprise des guerres contre les Ottomans. Battu par la coalition turque des nationalistes dirigés par le Mustafa Kemal, Constantin dut à nouveau abdiquer au profit de son fils aîné, Georges II. Mais le traité de Lausanne qui mit fin à ce nouveau conflit, sanctionna la

défaite grecque en Asie Mineure et fut à l'origine de ce que les Grecs appellent la « Grande Catastrophe », c'est-à-dire la redistribution ethnique des populations des deux États, destinée à éviter toute velléité de reprise des hostilités entre Grecs et Turcs : Les Grecs vivant en Turquie durent rejoindre la Grèce et les Turcs de Grèce, la Turquie. Il fut toutefois difficile dans de nombreux cas, de déterminer qui était grec et turc et paradoxalement la religion servit de « critère de nationalité », sans considération de la langue pratiquée. Les personnes déplacées, le plus souvent issues des classes populaires, quittèrent alors leur lieu de naissance et la terre de leurs ancêtres, dans un contexte de drame humain généralisé. Au bilan, ces énormes transferts de population touchèrent environ 1 200 000 « Grecs » qui quittèrent la Turquie et 500 000 « Turcs », qui quittèrent la Grèce. Un tel afflux non préparé de population, provoqua l'engorgement du Pirée où les conditions de vie furent durablement d'une grande précarité. La Grèce perdait de plus ses conquêtes territoriales en Anatolie et en Thrace orientale. Un tel échec politique, joint aux difficultés économiques, ne fut pas sans conséquences intérieures, et entraîna entre autres l'exil de Georges II et la proclamation de la Deuxième République hellénique le 25 mars 1924.

Deuxième République Hellénique et avènement de la dictature Metaxas

Dans la période qui suivit, les forces politiques ne parvinrent pas à prendre en compte les mutations de la société, ni à maîtriser l'agitation sociale. L'instabilité politique fit apparaître comme souhaitable une « option autoritaire ». Le 25 juin 1925, une nouvelle crise parlementaire, entraîna un premier coup d'État fomenté par le général Pangalos qui instaura une dicta-

1. Qui devint Othon 1^{er} de Grèce

2. France, Royaume-Uni et Russie.

3. Général qui s'était distingué au cours de la guerre de 1897 contre l'Empire ottoman puis suivit les cours de l'Académie militaire prussienne de Berlin. De retour en Grèce, il entra à l'état-major et s'employa à moderniser l'armée de son pays qu'il trouvait très indisciplinée comparée à l'armée allemande. Son action fut pour beaucoup dans les victoires grecques des guerres balkaniques. Il fut nommé général puis chef d'état-major.

ture, destinée à préserver le pays du « danger communiste ». L'Assemblée fut dissoute. Mais en août, ce général fut contraint à son tour à quitter le pouvoir.

Venizelos fit son retour dans un pays confronté à d'immenses difficultés. Un nouveau coup d'État restaure la monarchie en 1935. Le roi Georges II remonta sur le trône avec l'assentiment de Venizelos et des partis républicains, à l'exception du parti social-démocrate et des communistes, à la suite d'un référendum contesté. Les élections à la proportionnelle de janvier 1936 aboutirent à une impasse parlementaire, si bien qu'en mars 1936, le roi nomma Ioánnis Metaxás, figure mineure de la droite extrême des années 1920, mais qui entretenait des relations privilégiées avec la maison royale et parut une alternative politique crédible au roi, ministre de la guerre dans un gouvernement de transition, puis Premier ministre le 13 avril 1936 à la mort du premier ministre Demertzis. Le 16 avril, la Chambre lui accordait sa confiance par 241 voix pour, 16 voix contre et quatre abstentions. En août, la menace d'une grève générale prévue pour le 5, et annoncée dans tout le pays, se fixait pour objectif de faire chuter le gouvernement. Le soir du 4 août, Metaxas fut reçu par le roi, et des décrets constitutionnels ouvrirent la voie à la dissolution du Parlement. Le soir même la prise de pouvoir s'opéra sans effusion de sang. Dès les premiers jours du « Régime du 4 août », des mesures furent adoptées pour supprimer l'opposition et la « sédition ». Metaxas déclara l'État d'urgence, imposa immédiatement au Parlement une suspension de cinq mois et suspendit les articles de la Constitution concernant les droits de l'homme. Le

régime réprima sévèrement les communistes et les partisans de la gauche. Entre 15 000 et 30 000 personnes furent arrêtées, emprisonnées, ou exilées pour raisons politiques, certaines torturées. Le Parti communiste entra dans la clandestinité, et le régime tenta de démanteler le vieux système d'alliances des partis royaliste et Vénizéliste. Ces forces réapparurent immédiatement après la fin de l'ère Métagas. Il ne s'est pas agi d'un régime fasciste à proprement parler, et certains historiens le définirent comme un « régime autoritaire avec des penchants fascistes ». Il se différenciait du fascisme italien de Mussolini et du nazisme allemand par sa nature relativement non violente et son absence de visées expansionnistes. Il n'était pas antisémite et par ailleurs ne s'appuyait pas sur un mouvement de masse.

De 1936 à 1941, la Grèce connut ce type de régime autoritaire, dont l'idéologie, le « metaxisme » s'inspirait de Franco et de Salazar. Metaxas cherchait à transformer le pays et à contrôler la société par le truchement d'organisations corporatistes et religieuses.

Les racines du « Nouvel État » furent puisées dans l'histoire grecque ancienne, le nationalisme grec étant censé combiner les valeurs païennes de la Grèce antique, avec les valeurs chrétiennes de l'Empire byzantin. « Pays, Loyauté, Famille et Religion » furent érigées en valeurs fondamentales. Le symbole du régime devint le *labrys*¹. À l'image des autres dictateurs, Metaxas s'appuyait sur un passé glorieux et entendait construire une civilisation à sa conception, la « troisième civilisation grecque » qui s'inspirerait « pour la discipline d'État » de Sparte, pour l'union politique de « l'hellé-

nisme de la Macédoine », et pour l'État fort de l'idéal religieux de Byzance. Contrairement à de nombreux dictateurs qui se méfiaient de la jeunesse, Metaxas, comme Mussolini ou Hitler, chercha à miser sur elle. Il créa l'EON, organisation de jeunesse, et s'adressa à la jeunesse sur les ondes de la radio nationale. S'il s'inspira principalement de Salazar, Metaxas emprunta des idées à d'autres régimes dictatoriaux contemporains. Il imposa ses uniformes, le salut à la romaine, les chants et rituels à caractère militaire. Les grèves furent interdites, la censure des médias fut imposée, les partis politiques furent proscrips, et une police politique, l'Asfaleia, vit le jour en vue du maintien de « l'ordre public ».

Le 28 octobre 1940, après un ultimatum aussitôt rejeté par Metaxas, exigeant la mise à disposition de l'Italie de toutes les plates-formes stratégiques et des ports grecs, Mussolini attaqua depuis l'Albanie, déclenchant la guerre italo-grecque. La défense grecque fut héroïque et sa contre-attaque victorieuse entraîna l'intervention de l'Allemagne nazie, alliée à l'Italie et à la Bulgarie, le 9 avril 1941. Dès lors un gouvernement collaborationniste fut installé à Athènes. Le roi Georges II partit animé un gouvernement en exil, tandis qu'une partie des forces grecques parvint à gagner le Moyen Orient sous contrôle britannique. Réarmées et encadrées, placées sous l'autorité du gouvernement en exil, et renforcées par des volontaires issus des communautés grecques expatriées, ces forces formèrent en Palestine l'*Armée hellénique royale du Moyen-Orient* qui combattit aux côtés des Alliés en Afrique, au Moyen-Orient, et lors de la campagne d'Italie.

LA BULGARIE

Des origines au XVIII^e siècle : Rappel historique

Confédération de peuples iranophones venus d'Asie centrale, les Bulgares, autrefois les Thraces, s'installèrent au nord de la mer Noire par vagues entre le II^e siècle et le V^e siècle. Ils subirent des influences helléniques avant l'ère chrétienne, romaine et latine vers le I^{er} siècle, sans oublier celle de la population de slaves méridionaux, qui vint s'installer à partir du VI^e siècle.

Le premier État bulgare multiethnique remonte à 681. Vers 865, cohabitent des Grecs (le long des côtes), des Slavons (majoritaires au long des rivières internes), des Albanais (dans l'ouest) et des Thraces latinisés (autour des principaux massifs montagneux, des lacs macédoniens et du Danube). Un vaste royaume s'étendit de la mer Adriatique à la mer Noire et du nord de la Roumanie actuelle à la Thessalie, perçue rapidement comme une menace par

l'empereur byzantin Basile II qui décida d'intervenir et annexa finalement la Bulgarie à l'empire byzantin en 1014.

En 1186, Bulgares et Valaques s'émancipèrent de l'Empire byzantin, et reconstituèrent la Bulgarie. Mais, sous le coup des invasions Tatares de 1225 à 1250, le royaume se désagrégua et tomba sous la coupe de l'Empire ottoman, dont il devint pendant près de cinq siècles, de 1396 à 1878 une simple province. Cette longue période d'occupation, non dénuée de développement culturel et économique, dans un vaste ensemble multinational fut pour les Bulgares, une page sombre. Leur pays avait perdu son indépendance, son nom et sa capitale (les Ottomans n'employant que le mot *Roumélie* qui signifiait « pays des Romains »); un système féodal strict avait été établi, pour contrôler cette région stratégiquement importante. Mosquées et minarets se multiplièrent au fil de la coloni-

sation ottomane et de l'islamisation d'une partie des Slaves.

Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, le déclin de la puissance militaire turco-ottomane, fut le signal de la première grande révolte d'indépendance de 1876, qui se solda par une sanglante répression et plus de 30 000 morts. Les réactions à ces massacres furent vives à travers le monde et entraînèrent une intervention armée conjointe de la Russie et de la Roumanie contre les Turcs, pour libérer la Bulgarie. Le Traité de San Stefano (1878) restaura une Grande Bulgarie du Danube à la mer Égée, et assura à la Russie la mainmise sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Cette situation éveilla la méfiance des Grandes Puissances, dont la Grande Bre-

1. Hache à deux tranchants adoptée aussi par le régime de Vichy sous l'appellation de francisque.

tagne, à l'égard de la Russie. Des pressions s'exercèrent sur le Tsar Alexandre II pour obtenir la tenue d'un grand Congrès sur ces questions. Il eut lieu à Berlin en 1878 et déboucha sur une partition de Bulgarie de San Stefano, en une principauté autonome, au nord, s'étendant du Danube au mont Balkan, et la Roumélie orientale, au sud, qui demeura sous l'autorité politique et militaire ottomane. La Macédoine quant à elle fut restituée à l'Empire ottoman. Ces mesures heurtèrent les sentiments nationaux bulgares et allaient être source de crises ultérieures tant internes à la Bulgarie qu'externes avec ses voisins. En 1908, le Prince régnant Ferdinand déclara l'indépendance de la Bulgarie en profitant de l'arrivée au pouvoir du parti Jeunes-turcs à Constantinople, et s'octroya à nouveau le titre de Tsar. En 1912 la Bulgarie s'allia avec les Grecs, les Serbes et les Monténégrins pour reprendre la Macédoine à l'Empire ottoman occasionnant la première guerre balkanique. Mais les Serbes conservèrent la Macédoine, provoquant la deuxième guerre balkanique dans laquelle la Bulgarie fut vaincue. Par la suite elle s'allia aux ennemis des Serbes, Roumains et Grecs et notamment dans la Première Guerre mondiale qu'elle fit aux côtés de l'Allemagne, de l'Autriche Hongrie et de l'Empire Ottoman, pour se retrouver à nouveau dans le camp des vaincus.

Fils aîné de Ferdinand I^{er} de Bulgarie, Boris III accéda prématûrement au trône après l'abdication de son père qui venait d'entraîner la Bulgarie dans le camp des vaincus de la Première Guerre mondiale. Assumant ces erreurs, il reprit à 24 ans, un État ruiné au bord du chaos, meurtri par les rivalités entre extrémistes de gauche et de droite. Malgré ses efforts pour stabiliser la vie politique de son pays, Boris dut faire face à l'autoritarisme de ses Premiers ministres Stambolijski puis Tsankov.

L'ère des dictatures

La Bulgarie fit partie des premières dictatures des années 1920. Le 9 juin 1923 un coup d'État dans lequel Alexandre Tsankov¹ tint le rôle primordial, renversa le gouvernement paysan de Stambolijski et Tsankov prit la tête du gouvernement. Il mena une répression brutale et impitoyable des mouvements communiste et paysan. Avec lui, la Bulgarie entra dans une ère de chaos et de terreur politique qui fit près de 20 000 victimes. En 1925, il instaura la loi martiale à la suite d'un attentat qui visait le gouvernement et le tsar. Une terreur blanche se déchaîna aussitôt qui provoqua finalement sa déchéance et son remplacement par un gouvernement plus modéré. En 1934, la dépression économique et les luttes politiques débouchèrent sur un coup d'État militaire organisé par les officiers du *Zveno*² qui instaurèrent un nouveau régime dictatorial tout en voulant proclamer

la république. Boris III, qui jusque-là s'était tenu à l'écart, parvint à chasser les conspirateurs et, pour éviter une nouvelle crise politique, instaura, pour une période indéterminée, une dictature personnelle. Elle lui permit de gouverner en s'appuyant sur la police et l'administration, mais resta modérée. Jusqu'en 1940, la vie privée des Bulgares fut pour l'essentiel respectée et protégée. Les opposants au régime, proche des agrariens ou des communistes pouvaient encore publier sous des pseudonymes dans la presse bulgare.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, Boris III prononça la dissolution du Parlement (*Sobranie*) et appela au gouvernement le germanophile Bogdan Filov (15 février 1940). La lutte contre les communistes fut d'emblée renforcée en dépit du pacte Molotov-Ribbentrop et une convention culturelle avec l'Allemagne permit à la propagande nationale-socialiste de pénétrer dans l'enseignement. Le contrôle sur la vie du pays se renforça aussi bien d'un point de vue économique que culturel. La loi de mobilisation civile du 4 mai 1940 interdit aux ouvriers de changer d'entreprise, et le 25 janvier 1941, une loi sur l'organisation de la jeunesse créa une association unique de la jeunesse, *Brannik*. Le gouvernement Filov prit parti pour l'Allemagne nazie et en mars 1941, ouvrit le territoire bulgare aux troupes allemandes qui allaient envahir la Grèce et la Yougoslavie. En récompense, la Bulgarie put occuper la Macédoine et la Thrace tant convoitées. Boris III, fut surnommé « l'unificateur » pour avoir permis la réalisation des rêves irrédentistes de la Bulgarie et fait occuper les trois quarts de la Macédoine yougoslave, la Thrace et la Macédoine grecques. Un effort considérable fut entrepris en direction des Macédoniens, considérés comme Bulgares. Dans les territoires de Thrace et de Macédoine autrefois Grecs, la politique fut plus brutale. Les Bulgares entendaient expulser les Grecs, souvent réfugiés d'Asie Mineure, qui étaient venus s'installer sur ces territoires après 1923. Les historiens Grecs parlent de milliers d'exécutions.

Le caractère autoritaire du régime se renforça ensuite et les intérêts individuels furent officiellement « subordonnés aux intérêts de l'État et de la communauté du peuple bulgare ». La lutte contre la démocratie libérale et la chasse aux éléments étrangers furent engagées. La voie du peuple bulgare était tracée : il devait « préserver la culture européenne de la dégénérescence ».

En 1943, la guerre paraissant perdue pour l'Allemagne, Boris songea à une paix séparée avec l'Angleterre et des États-Unis (la Bulgarie ne participant pas à la guerre contre l'URSS). Mais le Tsar mourut brusquement et mystérieusement deux semaines après une entrevue avec Adolf

Hitler en 1943. Son fils Siméon II, âgé de six ans, lui succéda. Hitler fit savoir que Bogdan Filov était le mieux placé pour diriger le pays. Un conseil de régence, composé du frère du roi, le prince Cyrille et d'un général, poursuivit la même politique autoritaire et pro allemande. La constitution d'un parti unique fut envisagée mais échoua en raison de l'opposition des cercles militaires et de groupes civils fondamentalement hostiles au monopole d'un parti. Une loi pour la sauvegarde de la Nation imposa, dès le 24 décembre 1940, le port de l'étoile jaune pour les quelque 50 000 Juifs vivant en Bulgarie et mit sur pied un secrétariat aux affaires juives. Cette loi prévoyait l'expulsion des Juifs de Sofia. Depuis la guerre germano-soviétique, les juifs furent soumis à un impôt spécial. Mais, lorsque Hitler exigea leur arrestation, le gouvernement bulgare s'en prit uniquement aux juifs vivants dans les territoires occupés ayant appartenu à la Yougoslavie et à la Grèce.

À la suite du décès du tsar Boris III, les alliés tentèrent de faire pression sur le jeu des alliances politiques du pays en bombardant la Bulgarie, mais n'aboutirent qu'à faire près de deux mille morts et un peu plus de deux mille blessés.

Quant à l'Union soviétique, malgré une position de neutralité préservée durant toute la guerre vis-à-vis d'elle, elle déclara la guerre à la Bulgarie le 5 septembre 1944. « Guerre d'un jour », car le lendemain, une insurrection menée par la coalition du Front de la Patrie (communistes bulgares et *Zveno*) renversa le gouvernement et instaura un régime favorable à l'URSS. La guerre fut alors déclarée à l'Allemagne et une violente épuration fit 16 000 victimes exécutées sans procès, et près de 2 500 à la suite de procès discutables.

Le régime pro russe se durcit dans la dernière année de guerre et dans l'immédiat après-guerre, s'en prit de plus en plus aux symboles de la monarchie. En septembre 1946, il organisa un référendum aux résultats discutables aboutissant à l'abolition de la monarchie. La famille royale quitta le pays. ●

Les synthèses sur la Grèce et la Bulgarie résultent d'un travail de groupe préparé par l'équipe habituelle :

ARNAUD BOULLIGNY, CYRILLE LE QUELLEC et YVES LESCURE

1. Étudiant à l'Université de Sofia, Tsankov devint en 1910, professeur d'économie politique. Démocrate-socialiste engagé, il bascula progressivement vers la droite conservatrice et devint en 1922, leader de l'opposition face au parti agrarien d'Alexandre Stambolijski.

2. *Zveno* (« le Maillon ») est une organisation militaire et politique bulgare, fondée dans les années 1930 par des intellectuels et des officiers.